



Déclaration liminaire de la
CGT Finances Publiques Oise
au
CTL suppressions d'emplois et réformes de structures

La CGT avait appelé entre les deux tours de ces élections régionales à « mettre en échec partout le Front National sur ses prétentions électorales et ses objectifs politiques et sociaux ». Elle ne peut donc que se réjouir que le FN ne préside aucun des exécutifs régionaux. Il est pourtant difficile de ne pas ressentir de l'amertume. En effet, pour y parvenir dans les régions comme la notre où la droite et le FN se faisaient face il a fallu que les électeurs se mobilisent en allant voter sans autre conviction que celle de faire barrage au FN.

C'est encore une fois le signe de la grave crise démocratique et sociale que traverse notre pays et sur laquelle la CGT ne cesse d'alerter. Le chômage et la précarité atteignent des records. La mise en concurrence des territoires accentue les inégalités et la relégation. L'absence de réponse au dumping social généré par la mondialisation capitaliste et par les impasses des politiques libérales et austéritaires menées en Europe offre un boulevard au repli nationaliste. Ce qui est en cause, ce sont bien les promesses non tenues, la démission du politique face au marché et la fuite en avant dans la dérive sécuritaire qui est une impasse et conduit à normaliser le discours de l'extrême droite.

La CGT, pour ce qui la concerne, renforcera son travail de terrain et de proximité, mais il y a urgence à ce que les leçons soient tirées par le gouvernement qui a renié ses promesses mais plus largement par l'ensemble des partis républicains. Hélas, rien dans les déclarations de Manuel Valls ce dimanche 13 décembre ne laisse entrevoir une nouvelle orientation de la politique économique et sociale. "S'en tenir aux seules explications économiques et sociales, même si elles sont indéniables, ça ne suffit pas" avait assuré le Premier ministre deux jours après le premier tour pour expliquer le niveau inédit du vote pour le Front national le 6 décembre. Le chef du gouvernement et le président de la République s'enferment dans le déni et maintiennent le cap mortifère de réformes libérales.

Le CTL suppressions d'emplois que vous convoquez aujourd'hui n'en est que la triste déclinaison DGFIP.

En temps normal, nous n'aurions même pas pris la peine de nous déplacer puisque nous restons convaincus qu'il n'entre pas dans les attributions d'une organisation syndicale de cogérer la déclinaison locale des suppressions d'emplois. Mais, subrepticement, vous avez glissé dans l'ordre du jour les réformes de structures (ou du moins une partie d'entre elles mais nous y reviendrons un peu plus tard.....). Nous n'allons pas reprendre aujourd'hui l'appel aux morts des postes supprimés sur les quinze dernières années, ni la litanie des effets néfastes pour nos missions la liste est trop longue.

Ce ne sont certainement pas les centres d'appels, modifications d'horaires, journées de fermeture et autres qui rendront acceptable ce nouveau coup de râpe sur des services déjà à l'os. Ces piètres hochets lancés pour nous amuser ne changeront rien à la désespérance des agents désorientés par l'absence totale de lisibilité et de perspectives..

Vous l'avez d'ailleurs reconnu lors d'un précédent CTL : « Les suppressions d'emplois vous comme nous les subissons » mais là où vous dites « la différence c'est que moi je dois les appliquer » nous, nous affirmons « la différence c'est que nous nous ne les cautionnons pas ».